

« Sans décumul, la démocratie n'ira pas mieux »

La députée régionale Écolo, Hélène Ryckmans, revient sur la crise politique de cet été. Elle réclame le décumul intégral pour reconnecter citoyens et politiques.

● Interview : Arnaud HUPPERTZ

Un gouvernement MR-cdH, c'est mieux pour la bonne gouvernance qu'un gouvernement PS-cdH ?

Je ne vois pas encore en quoi. Ce qu'on a toujours dit chez Écolo, c'est que certaines pratiques PS, MR et cdH sont condamnables. Publifin, ils sont tous impliqués. D'une certaine manière, la crise sur le Samusocial a permis au cdH, en pointant le PS, de tenter de faire croire qu'il n'était pas impliqué. C'est pour ça que cet été, Écolo a fait des propositions pour une meilleure gouvernance. Mais, le cdH, en enlevant la prise, n'offre pas de solution pour une meilleure gouvernance. Le nouveau gouvernement MR-cdH n'apporte aucune garantie de meilleure gouvernance.

Que manque-t-il pour vous satisfaire ?

Le décumul intégral. Ils n'en veulent pas. Ils le montrent très clairement. Et les sondages punissent cela. Le PS est sanctionné pour les affaires. Et le cdH est sanctionné pour avoir déclenché la crise sans avoir saisi l'opportunité de réformer pour une meilleure gouvernance.

Que dire des premiers jours de ce nouveau gouvernement ?

On a déjà vu la majorité alternative se former avant la mise en place du gouvernement pour autoriser la déduction fiscale d'un troisième logement. On est bien d'accord qu'il ne s'agit pas d'une mesure qui bénéficie aux plus précarisés. C'est clairement une mesure pour les riches. Il y a eu la redevance télé et une réforme fiscale dont on ne sait pas comment elle va être financée.

Et concernant l'éthique ?

Je ne vois pas très bien comment ils vont assainir les pratiques politiques qu'ils ont dénoncées. Avec un cdH en place. Et avec un MR qui dit qu'on va remettre en place un diplôme d'administration publique. Mais, tout de suite, dans la déclaration de politique régionale, on dit qu'il ne sera pas obligatoire. Donc on remet une école d'administration publique en place mais le diplôme ne sera pas nécessaire pour avoir un emploi... On s'autorise déjà à passer outre. Donc, on attend de voir ce qui va réellement se passer.

On ne peut donc pas dire que vous êtes optimiste ?

Je suis sceptique. Parce que les

pratiques de bonnes gouvernances proposées par Écolo n'ont pas été retenues. Le cdH n'en veut pas. Alors que c'est ça qui avait motivé la crise. À partir du moment où les deux conditions (décumul intégral et plafonnement des revenus) ne sont pas acceptées, on peut sérieusement avoir des doutes sur les motiva-

« Il faut reconnecter le citoyen avec la politique. Et donc créer une véritable rotation dans les mandats. »

tions du cdH.

Quelles étaient ces motivations, pensez-vous ?

Je pense que Lutgen a cru que c'était le moment où il pouvait apparaître comme le sauveur, nettoyeur du PS. Il aurait pu si, derrière, il y avait des réelles propositions pour une meilleure gouvernance.

Écolo n'a-t-il pas été trop exigeant à propos de la gouvernance, avec notamment le décumul intégral ?

Non, je ne crois pas. Si on veut une bonne démocratie, il faut aller jusque-là. Il faut reconnecter le citoyen avec la politique. Et

donc créer une véritable rotation dans les mandats, une ouverture à la consultation populaire réelle. On nous a reproché de ne parler que de ça, mais c'était une condition de départ. Qu'on ne nous reproche pas maintenant de ne pas être montés.

En Brabant wallon, il paraît que vous vous concertez régulièrement. Que la fusion des intercommunales IBW et IECBW sera le fruit du travail de tous. C'est plutôt : les partis traditionnels décident et en avant. La fusion n'est pas concertée avec les Communes. Si l'objectif, c'est de baisser le nombre d'administrateurs, voilà. Mais il faut aussi se poser la question de l'efficacité du service. On a proposé une autre organisation basée sur cette efficacité mais on n'a pas eu de retours là-dessus. Peut-être parce que la crise politique est arrivée entre temps. ■

VITE DIT

Le 19 juin, suite aux affaires Publifin et Samusocial, le président du cdH, Benoît Lutgen, annonce qu'il ne peut plus gouverner avec le PS. Sa recherche de majorité alternative aboutit en Wallonie où le MR remplace le PS. À Bruxelles, par contre, MR et cdH ne

dispose pas d'une majorité. tête avec 19,8 %.

D'après un sondage Ipsos Le Soir - RTL - VTM - HLN, DéFI est le grand gagnant de cette crise, avec 18,4 % d'intentions de vote à Bruxelles, alors qu'il en obtenait 9,3 % lors du baromètre de janvier. Le PS passe de 18,1 % à 12,1 % d'intentions de vote dans la capitale. Le MR reste en

En Wallonie, le PS limite les dégâts, passant de 23,6 % à 20,7 %, cédant sa place de premier parti wallon au MR (21,4 % ; +2). Le PTB (17,5 % ; +1,2) et Écolo (12,7 % ; +1,5) progressent.

Le cdH perd des plumes, passant de 11,2 à 8,7 %. DéFI est pour sa part crédité de 6,2 % (+3,4).

« Le nouveau gouvernement n'a aucun intérêt pour l'écologie »

Pensez-vous avoir plus de place pour présenter vos propositions ?

Ou finalement députée d'opposition avec une majorité MR-cdH et députée d'opposition avec une majorité PS-cdH, c'est chou vert et vert chou ?

Je pense qu'il y a des propositions sur lesquelles ils pourraient être plus attentifs : des propositions sur les pouvoirs locaux, l'énergie. Par contre, sur l'agriculture et la biodiversité, sur les enjeux écologiques, la déclaration de politique régionale ne nous montre pas de changement avec la majorité précédente.

Qu'y avez-vous lu ?

Rien.

Il y a donc de la place pour vos propositions.

On va dire que oui. Mais cela montre surtout qu'ils n'ont pas d'intérêt pour la matière. Le seul point sur lequel ils avancent un petit peu, c'est la fin du diesel. Mais ils ne remettent pas sur la table les transports en commun et les solutions collectives.

La crise politique a chassé une autre crise : celle des œufs au fipronil.

Mais on ne l'oublie pas. Je vois bien qu'on essaye de mettre un couvercle un petit peu vite sur cette crise alors que c'est révélateur d'un système d'alerte qui ne s'intéresse pas au fonctionnement du système agricole qui

amène ce scandale. On se rend compte que l'Afsca ne regarde que par le petit bout de la lorgnette, que les producteurs ne sont pas associés. On leur demande de faire des autocontrôles et heureusement d'ailleurs, dans ce cas précis. Mais depuis quand ce produit circulait-il ? Et quels autres produits peuvent circuler ?

Vous avez pointé un autre problème lors de cette crise : celui de l'information.

Oui, il y a eu un problème d'information entre le Fédéral et la Région wallonne. On sait que Willy Borsus savait déjà quand il est devenu ministre président. Mais il ne dit rien. Il va à la foire de Libramont, grand sourire, et il se garde bien d'en dire un mot. Et on finit par l'apprendre parce qu'on ne peut pas utiliser les fientes pour l'épandage. Ça ne va pas. ■

A. H.

« Une majorité ric-rac qui bricole »

Le quotidien d'Hélène Ryckmans n'a pas changé quand la Région a changé de gouvernement : « On va continuer de faire des propositions. Ce sera peut-être la différence qu'on aura avec une opposition plus revancharde du PS. »

Par contre, elle voyait déjà (son interview a été réalisée avant l'annonce de la suppression de la séance plénière du mercredi matin) du changement pour le président du Parlement wallon, André Antoine (cdH) : « Son enjeu, c'est de

faire en sorte que la majorité ric-rac soit là et donc pour le moment on attend une heure et demie, deux heures pour que la majorité soit en nombre. On bricole. André Antoine suspend la séance, réunit les présidents, ou que sais-je encore... »

A. H.

LE DÉBRIEFING DE LA RENTRÉE POLITIQUE AVEC HÉLÈNE RYCKMANS

**Nous avons fait réagir
Hélène Ryckmans
à des phrases
prononcées lors de cette
rentrée politique. Nous ne
lui avons pas dit qui en étaient les auteurs.**

« **Le cdH, c'est la démocratie à l'envers, la dictature des petits. Au cdH, ils sont très forts pour accuser les autres de leurs propres péchés.** » André Flahaut (PS).

« En renvoyant la balle au cdH, le PS espère sans doute s'exonérer

des pratiques qui ont eu cours. Mais ce qu'on a toujours dit chez Ecolo, c'est que certaines pratiques PS, MR et cdH sont condamnables. Publi-fin, ils sont tous impliqués. La crise sur le Samusocial a permis au cdH de tenter de faire croire qu'il n'était pas impliqué. C'est pour ça que cet été, Ecolo a fait des propositions pour une meilleure gouvernance. »

« **Il faut responsabiliser les gens et mettre fin à l'assistanat** » Alda Greoli (cdH).

« Ça montre bien dans quelle direction se profile ce gouvernement de droite centriste. C'est insultant,

c'est méconnaître la réalité des personnes précarisées. »

« **Le chômage n'est pas une rente. Il faut en finir avec la culture de l'excuse.** » Pierre-Yves

Jéholet (MR).

« J'aurais la même réaction que pour la phrase d'Alda Greoli (ci-dessus). Si les actions du gouvernement sont du même acabit que ces déclarations, cela va être très conflictuel et donc pas du tout porteur de solution. Cela dit, je peux comprendre qu'on trouve que le Forem peut travailler mieux. Effectivement, il y a des choses qui doivent être améliorées dans la manière dont on va accompagner les demandeurs d'emploi. Mais ce n'est certainement pas en les stigmatisant ou en considérant qu'ils sont responsables individuellement de leur situation qu'on va améliorer les choses. »

« **Être prof, c'est un métier pénible** » Marie-Martine Schyns (cdH).

« Non. C'est un métier exaltant. Ce sont les conditions dans lesquelles il se vit qui peuvent être pénibles. C'est pour

ça qu'on est si attachés au pacte d'excellence et à la réforme de l'école. Pour donner aux enseignants de bonnes conditions pour enseigner. Parce que c'est un métier génial. Beaucoup de profs le disent. »

« **La qualité de**

l'enseignement est un enjeu extrêmement important pour le dynamisme économique, pour l'emploi, pour la formation » Charles Michel (MR)

« Ce n'est pas faux, mais c'est terriblement réducteur. L'école n'a pas pour vocation de former les enfants à devenir des employés du mois. Ce qu'il faut, c'est en faire des adultes épanouis, citoyens. Dans la même logique, il ne suffit pas, comme certains le pensent, de forcer les chômeurs à suivre des formations dans les métiers en pénurie. Le problème est plus compliqué que ça : il peut tenir à tout une série de facteurs comme les conditions de travail, les horaires... »

« Le service rendu par la SNCB n'est pas à la hauteur de l'argent qu'elle reçoit. La SNCB doit améliorer ce qu'elle donne à ses clients. »
Charles Michel (MR).

« Il n'y a que le MR qui pense que la SNCB a assez d'argent. On a désinvesti dans le rail et le service au citoyen n'est pas adéquat. Je me demande depuis combien de temps Charles Michel n'a pas pris le train, s'il l'a jamais pris un jour. Je pense que c'est vraiment mécon-

naître la situation des navetteurs au quotidien, méconnaître la situation du personnel, la dégradation du matériel et de l'infrastructure qu'on a laissé aller. Le désinvestissement dans le rail est un véritable problème. Comme le désinvestissement dans le TEC. »

« C'est une tromperie de dire que l'éthique a provoqué cette crise » Olivier

Maingain (DéFI).

« C'est peut-être bien Zakia Khattabi. Non ? Maingain ? On était assez content que DéFI nous rejoigne sur ces questions même s'ils ont aussi de fameux défis à régler de ce côté. »

« Que le MR soit cohérent et quitte le PS à Bruxelles et à Liège » Olivier Maingain (DéFI).

« Là aussi, on aurait pu le dire. Dans la Province de Liège et à Pu-

blifin, ils ont gardé les personnes qui étaient impliquées. C'est ça le problème. »

« Nous allons analyser ligne par ligne toutes les compétences provinciales et voir pour chacune d'entre elles où elles pourraient s'exercer avec le plus de pertinence. » Willy Borsus (MR).

« L'institution provinciale est un échelon qui ne nous paraît plus pertinent. C'est pourquoi nous proposons, depuis longtemps, de supprimer l'institution et de raccrocher le personnel et les budgets dans l'instance la plus pertinente. La logique des bassins de vie est intéressante pour certaines choses. Pour la gestion de l'eau, on est plutôt sur les bassins hydrauliques, évidemment. L'enseignement, ce serait la Fédération Wallonie-Bruxelles. » ■ **A. H.**